

PROGRAMME ASIE

LES NOUVELLES ROUTES DE LA SOIE : PROJET SINO-CENTRÉ OU PROJET D'HÉGÉMONIE ?

ENTRETIEN AVEC THIERRY KELLNER

ENSEIGNANT À L'UNIVERSITÉ LIBRE DE BRUXELLES (ULB),
CHERCHEUR À EAST (ULB) ET AU REPI (ULB), CHERCHEUR ASSOCIÉ AU GRIP

Réalisé par **Dealan RIGA**
CHERCHEUR, UNIVERSITÉ DE LIÈGE

SEPTEMBRE 2019

ASIA FOCUS #121

DEALAN RIGA : En voyant ce livre intitulé « China's Asian Dream » que doit-on en déduire ? Le projet BRI peut-il être considéré comme un rêve ?

THIERRY KELLNER : Tout d'abord, l'idée de « rêve chinois » (Zhongguo Meng) mis en avant par Xi Jinping est apparue avant l'annonce de l'initiative OBOR (devenue Belt and Road Initiative, BRI). Pour rappel, cette annonce s'est faite en deux temps en 2013 lors de visites du président chinois au Kazakhstan puis en Indonésie.

Le slogan « Zhongguo Meng » est très polysémique. Chacun peut y mettre ce qu'il y voit... Mais il me semble qu'il inclut cette idée que la Chine doit regagner la place qui, pour les Chinois, était la leur dans une longue durée historique. C'est-à-dire le centre (en tout cas en Asie), puisque « Zhongguo » signifie littéralement : « l'état du milieu ». L'idée de Xi Jinping, c'est d'en finir avec cette période de l'histoire où la Chine a été « humiliée » et a ensuite « gardé un profil bas » et de lui redonner toute sa place dans le système international. La Chine se considère désormais comme une grande puissance. C'est un fait un point c'est tout. Elle l'affirme clairement. C'est donc en bonne partie la fin de la politique du profil bas mise en avant par Deng Xiaoping. Je pense que le XIX^e congrès, ayant eu lieu en octobre 2017, a clairement montré la volonté des officiels chinois et surtout du président de clore un chapitre de l'histoire chinoise et d'ouvrir une nouvelle page.

Donc l'initiative OBOR peut être considérée comme partie intégrante de ce « rêve chinois ». De fait, proposer au monde entier un projet économique tel que les « nouvelles routes de la soie » sous un leadership chinois revient à chercher à créer des relations commerciales internationales sinocentrées. Il convient d'être conscient qu'au-delà du slogan et de la rhétorique, dans les faits, c'est un projet concret même s'il est difficile à cerner. À partir du moment où le gouvernement chinois y alloue des dizaines de milliards de dollars, on ne peut pas le considérer uniquement comme un « rêve ».

Cette initiative est aussi au départ une réponse stratégique à la politique du « pivot » mise en œuvre par l'administration Obama. L'idée de base a été émise par Wang Jisi, Doyen de l'École d'études internationales de l'Université de Pékin et spécialiste de la politique américaine dans un article publié en octobre 2012 dans *Global Times* (en chinois). Il y affirmait que les États-Unis « bloquent » les perspectives de la Chine dans la région du Pacifique, mais en même temps, qu'ils se désengagent de l'Asie centrale et du Moyen-Orient. Il y avait donc là une opportunité stratégique pour la Chine de profiter de ce « vide » pour projeter son influence vers ces régions en y promouvant le commerce et la « coopération ». Il s'agissait d'orienter les voies commerciales vers l'Eurasie, le Moyen-Orient et l'Afrique. Cette idée de « grand pas en avant vers l'Occident » (da Xi jin),

inhérente à son texte, on la retrouve au départ en tout cas dans les lignes directrices du projet OBOR. Ensuite, le projet rebaptisé *Belt and Road initiative* (BRI) va être étendu bien au-delà de la masse continentale, pour devenir global, avec des « branches » en direction de l'Arctique (Pékin évoque une « route polaire de la soie ») et de l'Amérique latine et centrale.

Ce projet peut aussi être présenté comme une nouvelle offensive de charme de la Chine, destinée à rassurer son voisinage. En effet, la politique de Hu Jintao après 2008, notamment dans le domaine des conflits de souveraineté maritime en Asie de l'Est et du Sud-Est, a été considérée comme « assertive » et critiquée sur les scènes régionales et internationales. Elle avait contribué à dégrader voire à tendre les relations entre la Chine et ses voisins. Avec OBOR, Pékin a cherché au contraire à rassurer, à regagner la confiance et à montrer que la Chine est un partenaire utile qui peut apporter des choses positives à ses partenaires (du commerce, du développement, de l'assistance financière...). Il s'agit aussi de relancer le « soft power chinois » et en même temps, OBOR est évidemment aussi destiné à accroître l'influence économique de la Chine dans ces régions.

Au-delà de ces objectifs internationaux, il y a aussi des motivations internes. OBOR est très utile pour le pouvoir chinois, car il doit permettre d'aider au développement de certaines provinces moins développées de la Chine. Il doit aussi aider les entreprises chinoises à mieux se positionner à l'international et à écouler la surproduction qui est apparue après 2008 en raison de la politique de stimulation de l'économie mise en place par le pouvoir central (c'est le cas dans le ciment, l'acier...). Les projets présentés dans le cadre d'OBOR vont par exemple permettre aux compagnies chinoises qui travaillent dans les infrastructures d'écouler leurs stocks et de développer leurs activités à l'international. L'objectif de Pékin à travers OBOR est aussi de favoriser l'émergence et la consolidation de « géants nationaux » capables de rivaliser avec les multinationales dans des secteurs clés.

Il y a beaucoup d'objectifs auxquels OBOR répond même si, à première vue, ce projet donnait l'impression d'être une coquille vide. Quand il a été annoncé, c'était plus une idée, un slogan, reprenant une liste de projets, qu'une initiative bien construite et planifiée. Du contenu s'est ajouté aussi en fonction de la réponse des autres États. C'est un mode de fonctionnement basé sur une logique pragmatique. Le « pragmatisme à la Chinoise » où un projet s'adapte aux circonstances en permanence. Ici ce qui est intéressant, c'est qu'il s'agit d'une initiative de la Chine, une première de cette ampleur pour la politique étrangère de Pékin qui dans ce cas a eu une attitude plus pro-active que réactive, comme cela était très souvent le cas auparavant. Donc on est vraiment dans un mode de

fonctionnement où la Chine propose l'idée, voit comment elle est reçue par les partenaires, et l'adapte en fonction de ses objectifs et de ses moyens.

L'exemple des transformations de l'AIIB est particulièrement pertinent pour comprendre cette dynamique. Lors du lancement d'OBOR, les Chinois ont associé la Banque asiatique d'investissement dans les Infrastructures (AIIB) au projet. Ils se sont ensuite aperçus que le discours qui liait l'initiative à la banque n'était pas très bien perçu, car certains acteurs présentaient l'AIIB comme une concurrente, une institution alternative au FMI et à la Banque Mondiale. Le discours et l'action chinois se sont alors modifiés. Pékin a séparé l'institution financière des projets repris dans le cadre d'OBOR. Il y a là toute une stratégie de correction par rapport à la situation internationale, à la perception des partenaires et à la réception qui est faite de leurs propositions. C'est notamment à cause de ce mode de fonctionnement que le projet est vu comme flou, personne n'arrive à le cerner complètement, car il est en constante évolution.

DEALAN RIGA : Un concept fait couler beaucoup d'encre dans la littérature académique, c'est celui de « Win-Win cooperation ». Ce concept de relation « Win-Win » ou de jeu à somme positive qu'en pensez-vous ?

THIERRY KELLNER : Il y a un côté « soft power » dans cette rhétorique, qui met en avant l'idée que l'on se situe dans une stratégie « gagnant-gagnant ». Tout le monde va en tirer profit. C'est évidemment ce qu'il faut dire ! Il est impensable de développer un tel projet en annonçant : « je développe OBOR pour mes propres intérêts, pour ce qui est des vôtres, on verra plus tard ». D'un point de vue rhétorique, c'est toujours intéressant d'avoir ce type de discours ; il permet de créer un climat « positif », de mettre un petit peu d'huile dans les rouages et d'intéresser et de rassurer les partenaires économiques. Alors est-ce que dans les faits tous les projets annoncés sont « Win-Win » ? C'est une autre question. Je pense que pour y répondre, il est nécessaire d'analyser au cas par cas.

Le premier constat que l'on peut faire est qu'il y a réellement un manque d'infrastructure en Asie. C'est un constat vérifié par divers organismes internationaux tels que la Banque Mondiale ou l'ADB. La Chine offre donc une « réponse » à un vrai besoin. Il est même envisageable qu'OBOR aboutisse à la création de « publics goods », des biens publics qui profitent à tous. Ce serait évidemment très positif tant pour l'Asie en générale que pour l'image de la Chine. Si l'ensemble du projet se développait dans cette logique, alors oui, il aurait un « côté win » pour les partenaires. Mais comme le dit le dicton anglais : « The devil is in the details », le diable est dans le détail.

Si l'on regarde précisément à ce qui se passe sur le terrain. De nombreux projets relatifs à OBOR sont mis en place à 100 % par des entreprises chinoises, avec de la main-d'œuvre chinoise, des prêts chinois à rembourser par les États visés par les projets, et ce, à partir de calculs qui sont faits d'abord en fonction des intérêts de la Chine plutôt que de ceux des pays visés. Nous ne sommes là pas vraiment dans une logique « Win-Win » ! Il est nécessaire d'aller voir ce que la Chine fait, ce qu'elle veut vraiment mettre en place et quelles sont les infrastructures qu'elle favorise dans le cadre du projet pour se faire une idée réelle du caractère « Win-Win » de la coopération. C'est là, à mon avis, que les choses seront beaucoup moins claires. Les différences entre le discours et les faits sont importants. Par ailleurs, avec un discours OBOR (et maintenant BRI) qui touche l'Asie centrale, l'Asie maritime, le Moyen-Orient, l'Afrique, et même désormais l'Arctique et l'Amérique latine, autant de régions très diverses et aux problèmes très différents, on est face à un projet qui donne une impression de grand fourre-tout. L'on ne sait plus très bien à quoi cela correspond exactement.

Il est donc important d'analyser le terrain pour comprendre ce que la Chine veut faire. Une des manières d'analyser est de s'interroger sur le type de projet que Pékin veut financer. La problématique des liens entre l'AIIB et OBOR est un exemple de question que l'on peut se poser. Un autre cas d'étude peut être le corridor économique Sino-Pakistanaï et plus précisément les projets relatifs au port de Gwadar qui soulèvent tout un ensemble de questions telles que : est-ce un projet réaliste ? Il y aurait-il une réelle relation « Win-Win » d'un point de vue économique ? Quelle est la place des intérêts géopolitiques ? De mon point de vue, les investissements relatifs au port de Gwadar obéissent davantage à une logique géopolitique qu'économique. La Chine suit une stratégie d'encerclement de l'Inde et une logique de prise de garantie dans le cadre d'une stratégie que la littérature scientifique appelle du « geositionnal balancing », pas grand-chose à voir avec de la coopération du « Win-Win ».

Gwadar est un exemple, mais il démontre qu'il faut étudier au cas par cas ce qui se décide et les objectifs recherchés à travers les divers projets annoncés sous l'égide de la BRI. Il est intéressant aussi de discuter de la coopération entre les entreprises chinoises et les entreprises locales ou des compagnies étrangères. Pour le moment, les entreprises chinoises semblent avoir la main sur les projets. Pour faire simple, il y a un rapport assez récent qui a été publié par un « Think Tank » américain, il reprend une étude de différents projets de coopération que la Chine a mis en place. Cette étude démontre que, contrairement à ce qui est annoncé dans le discours, les compagnies chinoises sont les principales bénéficiaires des projets. L'étude démontrait également que l'on ne retrouve pas cette dynamique dans les projets pilotés par la Banque Mondiale ou par les pays

occidentaux. Donc, on est en droit de se demander où est le « Win-Win » ? Certains chercheurs ironisent d'ailleurs : « Oui, le « Win-Win » existe, car la Chine gagne deux fois ».

De manière générale, il faut rester prudent par rapport au discours quand on étudie la politique étrangère de la Chine –et d'autres États d'ailleurs- ; il convient de bien séparer la rhétorique de la pratique. Ce que la Chine dit n'équivaut pas forcément à ce qu'elle fait, il y a même parfois un hiatus énorme. Diverses analyses de terrain ont déjà démontré cet écart. À mon avis, les Chinois se rendent compte que s'ils ne créent pas réellement du bénéfice pour leurs partenaires, le projet BRI a peu de chance de survivre sur le long terme.

Certains projets en Asie centrale, dans des pays déjà faibles comme le Tadjikistan ou la République kirghize, ou ailleurs en Afrique à Djibouti par exemple, que la Chine développe lui permettent de tirer profit de l'asymétrie qui existe entre elle et eux. Maintenant, si des réactions se dessinent –ce qui est le cas, les critiques concernant la BRI se sont en fait multipliées y compris dans les pays « bénéficiaires » - Pékin va sans doute changer son fusil d'épaule et essayer de corriger le tir. Ce pourrait, par exemple, se faire en finançant des parcs industriels où les entreprises engagent de la main-d'œuvre locale ou en tenant davantage compte des demandes locales (le Pakistan a par exemple demandé que les projets de la BRI s'intéressent à des secteurs importants pour le pays comme l'agriculture). Il faut aussi analyser la manière dont ces projets peuvent aider les élites locales politiques et économiques des pays partenaires, car la BRI est aussi un bon moyen de former un réseau pro-RPC, et in fine, un moyen d'accroître l'influence de la Chine auprès de ces élites. Au final, chaque projet doit être sujet à une analyse fine en raison de la complexité qui entoure l'ensemble. Il faut séparer le bon grain de l'ivraie en quelque sorte. Il faut aller sur le terrain en évitant, une vision a priori négative, mais aussi dans l'autre sens, trop angélique.

DEALAN RIGA : Est-ce que des économies plus développées telle que l'Allemagne ont plus de possibilités de faire fonctionner la relation « Win-Win » ?

THIERRY KELLNER : De toute façon, au vu du poids de l'économie chinoise, aucun partenaire européen, même l'Allemagne, ne peut prétendre être sur un pied d'égalité par rapport à la Chine. Il faut absolument partir du principe que la seule unité d'acteurs équivalente à la Chine au niveau européen c'est l'Union européenne. Or, on peut voir que dans ces négociations avec l'Union européenne, la Chine adopte une stratégie de « divide et impera ». Car justement, elle se rend très bien compte que discuter avec une unité aussi

puissante sur le plan économique est difficile. Les deux entités sont sur un pied d'égalité dans ce domaine. Il est évident qu'un « Win-Win » où la Chine gagne deux fois, pour reprendre le trait d'humour de certains de mes collègues, est moins facile à mettre en place. Cependant, il y a déjà des choses en place. On constate par exemple une augmentation du nombre de containers circulant entre les deux acteurs, notamment dans le cadre du projet OBOR.

Il y a deux remarques à faire à ce sujet. Premièrement, les containers en question voyagent surtout de la Chine vers l'Europe, donc cette augmentation des flux commerciaux est moins intéressante pour les Européens. Deuxièmement, le commerce ferroviaire ne représente qu'une faible fraction du commerce maritime. En effet, le commerce maritime reste le moyen de transport le moins onéreux, quelle que soit la marchandise transportée (à quelques exceptions près). D'un point de vue régional, la construction d'infrastructure dans les pays avoisinant la Chine permet d'arrimer plus fortement toute une partie de l'Asie centrale au pôle chinois, c'est intéressant. Mais d'un point de vue économique, le bilan d'OBOR est moins positif. Les lignes ferroviaires que j'ai mentionnées ont surtout un intérêt pour les produits à haute valeur ajoutée ; cela pourrait être utile au développement de certaines niches économiques. Mais dans l'ensemble, le potentiel économique du projet OBOR vers l'Europe n'est pas encore démontré.

Un autre point qui est rarement abordé dans la littérature concerne la politique de développement des infrastructures que la Chine a mise en œuvre en interne après la crise de 2008. Pour pallier aux effets de la crise internationale et assurer sa croissance, la Chine a investi dans ses propres infrastructures. Donc, OBOR, finalement, n'est que le prolongement international d'une stratégie qui a déjà été développée en interne. C'est en développant ses infrastructures que la Chine a engendré des surcapacités dans certains secteurs de son économie ; elle cherche maintenant à les écouler. Le problème est que lorsque l'on s'intéresse à l'utilité ou aux richesses produites par ces infrastructures internes, on remarque que le bilan est négatif dans de nombreux cas. Ce qui signifie que la stratégie mise en œuvre par la Chine à l'international via le projet OBOR contient de sérieuses lacunes, ça jette quand même une ombre sur l'ensemble du projet.

Autre chose, OBOR n'est pas bien accueilli par tout le monde. J'ai discuté avec un expert chinois il y a de cela quelques mois et il me disait que même les Russes, dont l'État est réputé proche de la RPC, avaient de sérieuses réticences vis-à-vis de l'initiative. Mon interlocuteur chinois ne comprenait pas d'où venait ces inquiétudes, il défendait qu'OBOR est un beau projet, plein d'éléments positifs et que cet accueil froid, voire hostile, était très surprenant. Ici, on se retrouve face à un problème de vision lié à la perception que les

Chinois ont d'eux même ainsi que de leurs manières de faire des propositions. Ils ne se rendent pas compte qu'une proposition correcte, acceptée de tous, doit être discutée, concertée avec les gens auxquels on s'adresse. Je pense que le lancement d'OBOR aurait été plus percutant s'il y avait eu des concertations préalables, un peu comme le fait l'Union européenne. Le problème réside, selon moi, dans l'hypercentralisation du projet en Chine et donc le manque de prise de considération des avis des partenaires. Il n'y a pas de co-construction de ce projet (en tout cas dans sa phase de lancement). Donc l'un des plus gros problèmes du projet OBOR se situe au niveau de la manière dont il a été organisé. Ce problème étant lui-même lié au mode de fonctionnement interne de la République Populaire de Chine, l'habitude de travailler dans un système autoritaire les pousse à avancer seuls, sans concertation préalable.

De plus, il faut être conscient du fait que tous les investissements en infrastructure proposés par la Chine se font sous forme de prêts. Le discours chinois de développement cache le coût pour les partenaires liés au remboursement de leur dette ; on commence déjà à remarquer des problèmes de surendettement dans certains pays. Ce phénomène est encore plus marqué dans les économies les moins développées telles que le Tadjikistan, l'Afghanistan, certains pays africains, et ailleurs. Le risque est énorme, car ces pays s'endettent pour des infrastructures dont l'utilité économique n'est pas démontrée. La Chine pourrait bénéficier grâce à ce surendettement de levier politique très important pour pouvoir ensuite dicter ses conditions, un phénomène bien connu au XIX^e siècle. Le cas du port d'Hambantota (Sri Lanka) attribué pour 99 ans à la Chine pour cause d'impossibilité de rembourser sa dette a fait couler beaucoup d'encre. On pourrait voir aussi d'autres phénomènes se développer : les économies d'enclaves, voir si la dépendance financière devient trop grande, on peut parler de néocolonialisme. Il est clair que cette grande proposition ouvre de très nombreuses questions, auxquelles s'ajoutent les débats géopolitiques liés au positionnement, à travers ce projet, de la Chine sur un certain nombre de localisations géographiques stratégiques (ex. Djibouti ou Gwadar).

DEALAN RIGA : Pensez-vous qu'il soit correct de définir la BRI comme un Plan Marshall 2.0 ?

THIERRY KELLNER : L'idée du plan Marshall par les Américains était de promouvoir un redéploiement économique rapide en Europe ; ce qui leur permettait d'avoir un partenaire commercial, politique et stratégique. Il y avait donc différents aspects, mais l'aspect économique était le plus important pour les États-Unis, car ils avaient besoin d'un « redéveloppement » de l'Europe qui était l'un de ces principaux partenaires.

Est-ce qu'OBOR se conçoit comme un véritable Plan Marshall ? Je ne pense pas que la Chine ait étudié les besoins de ces pays, ni que l'initiative OBOR ait été mise en place à partir d'une étude sérieuse des demandes réelles de ces pays. Il est vrai que le constat du besoin d'infrastructures a été fait, par la Chine, mais aussi par la Banque Mondiale ou l'ADB. Maintenant, je ne pense pas que Pékin ait étudié une stratégie pays par pays afin d'investir le plus utilement possible pour développer l'économie de ces pays de manière durable.

Cette initiative permet avant tout à la Chine de se positionner par rapport aux États-Unis. Les Chinois veulent redorer leur image qui a été ternie à la fin du mandat de Hu Jintao. Ils cherchent à corriger cette politique « assertive » notamment via l'initiative OBOR ; ce projet permettant aussi de trouver des débouchés économiques. Donc le point de départ se situe au niveau des intérêts chinois et non ceux des partenaires. On s'écarte ici de l'idée originale du plan Marshall, car pour mettre en place un projet similaire à l'échelle presque mondiale, il aurait fallu des consultations détaillées avec les partenaires.

Pour moi, la rhétorique présente OBOR, ou du moins ces effets longs termes, comme ceux du plan Marshall, mais dans les faits, il s'agit de toute autre chose. Pour pouvoir obtenir les effets du plan Marshall, il aurait fallu tout un tas d'études préalables. Je ne suis vraiment pas sûr que la Chine a eu une réflexion en profondeur dans l'objectif de créer des « public goods ». Jusqu'à présent, elle a souvent eu une stratégie de « free rider », de passagers clandestins dans le système international. Elle a été critiquée pour ça d'ailleurs, certains jugent qu'elle ne prend pas ses responsabilités par rapport à la taille qu'elle a acquise. Souvent, la Chine a eu tendance à se retrancher derrière un discours tel que : « Au vu de mon PIB par habitant, je suis un état en développement ». Cependant, dans différents forums économiques, les officiels chinois ont souvent défendu leur statut de grande puissance en affirmant : « Attention, je suis la première économie du monde ». Donc le discours est parfois très contradictoire, il dépend des intérêts tels que les perçoit Pékin.

Pour répondre à ce type de critiques, certains en Chine considèrent que si Pékin venait à trop s'affirmer dans les relations internationales, cela pourrait attiser encore davantage les craintes notamment des États-Unis. Cela dépend, me semble-t-il, de la manière et de ce que l'on propose. Personnellement, je pense que le fossé entre l'activité internationale de la Chine insuffisante dans certains domaines actuellement et une position où elle en ferait trop est suffisamment large pour qu'elle puisse trouver une position plus équilibrée. Ce pourrait notamment se faire en se coordonnant davantage avec les partenaires du projet OBOR par exemple. À mon avis, ça n'a pas du tout été le cas jusqu'à présent. Le

premier grand sommet concernant OBOR a eu lieu en 2017, soit quatre ans après le lancement de l'initiative. Je ne pense pas que ce soit la bonne manière de procéder pour prendre en compte les intérêts des partenaires, il aurait fallu les consulter bien avant.

DEALAN RIGA : L'AIIB est une banque multilatérale qui a été présentée comme un moyen supplémentaire pour financer la BRI. On constate cependant une grande tendance de la Chine à favoriser ses banques d'investissements plutôt que cet organisme multilatéral. Doit-on en déduire que l'AIIB n'est qu'une façade ?

THIERRY KELLNER : Il est clair que le recours au multilatéralisme fait partie des choix chinois depuis de nombreuses années (depuis Deng Xiaoping en fait). L'Organisation de Coopération de Shanghai (OCS) est même un exemple d'institution multilatérale directement mise en place à l'initiative de Pékin. La Chine a intégré l'idée que le multilatéralisme est un outil rassurant pour ses partenaires. Donc, oui, l'AIIB est une institution multilatérale rassurante. Mais c'est aussi un outil pensé au départ pour servir les intérêts chinois. C'est au vu des différentes critiques menées à l'égard de cette institution que les Chinois ont finalement dû la séparer du projet OBOR. Mais si l'on analyse l'AIIB telle que présentée au départ, il s'agit d'une organisation qui n'est pas très différente de celle du FMI ou de la Banque Mondiale quoique la rhétorique de Pékin en ait dit. La Chine s'est aussi arrangée pour y garder un veto... En faisant un parallèle avec le veto que conserve Washington au FMI, on voit qu'il s'agit d'une institution qui a pour but de défendre *in fine* les intérêts chinois.

Cependant, cette banque a évolué de manière à garantir une certaine complémentarité avec les institutions de Breton-Woods tel que la Banque Mondiale et le FMI. On constate à cet égard qu'un certain nombre de projets cofinancés par ces institutions sont actuellement en cours de réalisation. L'AIIB sert donc toujours la Chine en termes de « soft power » et d'image, mais moins comme instrument pour renforcer directement son pouvoir sur la scène internationale à travers l'instrument financier. C'est pourquoi la Chine utilise beaucoup les négociations bilatérales avec ses partenaires et l'octroi de prêts dans ce cadre. Ces derniers échappent d'ailleurs souvent aux statistiques internationales... Au final, quel que soit le nombre d'organisations multilatérales auxquelles Pékin adhère, les questions importantes relatives à ses intérêts sont souvent traitées de manière bilatérale. De cette manière, Pékin est sûr de conserver un rapport de force positif dans les négociations.

DEALAN RIGA : Selon vous, la Chine est-elle en train de bâtir un ordre international alternatif, à son image ?

THIERRY KELLNER : C'est ce que beaucoup de chercheurs ont écrit lors de la création de l'AIIB, en défendant l'idée que la Chine commencerait à mettre en place une structure financière alternative à celles dominées par les Occidentaux. Ce n'était pas un point de vue dénué de sens au vu de l'organisation de cette banque au départ. Cependant, dans les faits, la situation a bien évolué. Si vous regardez la liste des membres, vous constaterez que les États occidentaux sont nombreux à y participer, ce qui limite la possibilité pour la Chine d'y faire un outil complètement à son service si Pékin s'est ménagé une possibilité de veto. De plus, les projets déjà lancés ou en cours de lancement sous l'égide de l'AIIB ont tendance à être cofinancés par la Banque Mondiale. Il n'y a donc pas vraiment de rivalité, mais plutôt une certaine complémentarité entre les deux banques. Même pour ce qui touche aux normes et aux pratiques, on constate une tendance de l'AIIB à suivre un modèle occidental.

Pour moi, il s'agit d'une stratégie subtile, car les spécialistes chinois, lorsqu'ils traitent de l'AIIB, ont tendance à rappeler que les Occidentaux ont empêché la Chine d'avoir la place qu'elle mérite dans l'ordre de Bretton Woods. En effet, le Sénat américain avait enrayé le débat sur l'augmentation du droit de vote chinois au FMI. Cependant, cette situation s'est maintenant débloquée et l'on est en droit de se demander si les débats au FMI ne sont pas une excuse utilisée par la Chine, une façon de se dédouaner de la création de l'AIIB. Il est également plausible que la Chine se soit réellement sentie exclue et ait cherché à créer un système alternatif répondant davantage à ses intérêts, dès lors l'AIIB ferait partie intégrante d'une stratégie plus subtile. Laquelle consisterait en une tentative de réforme de Bretton Woods en interne, mais aussi, en parallèle, la création d'un système alternatif en cas d'échec de ces négociations. Les Chinois ont tendance à fonctionner de cette manière, à prendre des garanties en créant des institutions légères, à moindre coût au cas où la première stratégie ne fonctionne pas. Il est tout à fait possible que l'AIIB ait été pensée dans cette logique.

En tout cas, je pense que le droit de veto chinois est maintenant équilibré par le poids que les Occidentaux ont obtenu dans la banque. C'est l'une des raisons de l'actuelle complémentarité entre l'AIIB et la Banque Mondiale, on verra comment ça évolue dans le futur. On peut aussi émettre l'hypothèse que l'AIIB a été pensée comme un système alternatif, mais qu'au vu de la politique de l'administration Trump, la Chine a changé son fusil d'épaule pour apparaître comme une puissance de « statu quo ». Dans cette logique elle doit donc « soutenir ce qui existe » même à travers ses discours ; ce qui lui offre une

image positive sur la scène internationale à contrario d'une administration Trump qui se retire de l'ordre international. On peut à nouveau parler ici de « soft power ». Cette manière de procéder est très habile, même si pour moi, il s'agit d'une stratégie qui n'est pas encore complètement fixée. Il faut la comprendre à la lumière du mode de fonctionnement de la politique étrangère chinoise qui suit des politiques réactives et pragmatiques. La Chine tient compte de ce qui se passe dans le système international et agit en fonction des opportunités qui s'offrent à elle. En cas de succès, la politique est maintenue et renforcée, en cas d'échec, ils l'oublient et ils passent à autre chose. On est dans une logique proche de celle des arts martiaux où l'on s'adapte à l'adversaire... s'il avance, je recule et vice-versa.

Au final, il est délicat de répondre avec certitude à votre question. À dire vrai, il reste difficile de donner des réponses claires au regard d'un projet aussi complexe, multiforme, changeant et parfois opaque qu'OBOR. C'est d'ailleurs pourquoi de nombreux groupes de recherche travaillent sur ces questions. Les chercheurs s'interrogent aussi sur les conséquences à long terme que pourraient provoquer les développements futurs de cette initiative. En plus d'influer sur les relations internationales générales, le projet concerne directement l'Europe et l'Eurasie, c'est pourquoi il convient de l'étudier de très près. Il faut identifier les gains potentiels d'OBOR pour l'Union européenne, car je pense que l'Europe a des cartes à jouer. Les Européens peuvent contribuer à corriger ou à améliorer certains projets et pousser l'initiative vers une vraie dynamique de développement « Win-Win » ou alors garantir des gains pour les partenaires et non plus seulement pour Pékin.

DEALAN RIGA : Dans un scénario où certaines infrastructures de la « Belt and Road Initiative » sont attaquées par les Talibans, vous paraît-il vraisemblable que la Chine déploie ses forces militaires sur le sol afghan ?

THIERRY KELLNER : Ici, on s'intéresse au discours officiel sur la non-ingérence dans les affaires intérieures ; ce concept a été d'une grande utilité pour la Chine dans les moments où elle était plus faible. Ce discours est couplé avec la mémoire d'antécédents historiques. La logique défendue estime que la Chine ayant elle-même été victime d'ingérence dans les siècles passés et en connaissant les effets néfastes ne veut pas les reproduire sur autrui. Cependant, la Chine d'aujourd'hui est beaucoup plus forte que celle qui a développé cette rhétorique. Elle a de nombreux intérêts dans divers pays comme l'Afghanistan, mais aussi le Turkménistan, le Kazakhstan ou de nombreux pays africains. Même si la rhétorique subsiste, le fait qu'elle ait des intérêts importants remet en cause ce principe général de non-ingérence. En pratique, la Chine fait déjà de l'ingérence. Par exemple, au Zimbabwe,

Mr. Mugabe qui était indéboulonnable a tout à coup été renversé par un coup d'État militaire quelques temps après s'être attaqué aux intérêts chinois dans les mines de diamant. Les militaires se seraient concertés avec Pékin et quelques semaines plus tard, Mugabe était déchu.

Donc je pense qu'en effet, les ingérences chinoises sur les territoires étrangers pourraient se multiplier en raison des intérêts de Pékin qui y sont croissants. Je ne crois pas qu'il puisse y avoir des ingérences militaires, ou du moins pas dans un premier temps. Si elle est contrainte de le faire, la Chine a les moyens de projeter des troupes, mais peut aussi recourir à des « sociétés de sécurité ». Il faut bien se rendre compte que pour certains investissements, des dizaines de milliards de dollars sont en jeu. Les Chinois ont connu des déconvenues en Afrique du Nord par exemple (Libye) qui ont laissé certaines séquelles. En Libye, la Chine a dû évacuer 35 000 personnes lors de la guerre civile de 2011 ; elle y a également perdu plusieurs milliards de dollars dans des projets en cours qui n'ont pas pu aboutir. Ce genre de situation, les Chinois s'en souviennent et feront tout pour éviter qu'elles ne se reproduisent. La question de potentielles interventions militaires chinoises est au cœur des débats concernant leurs décisions de construire une base militaire à Djibouti. De mon point de vue, on ne crée pas une base pour rien et il est vraisemblable que cette base de Djibouti puisse servir à des déploiements militaires chinois en Afrique afin de protéger certains intérêts économiques ou des ressortissants chinois.

Personnellement, je travaille sur l'Asie centrale et j'ai remarqué que le discours sécuritaire de la Chine à l'égard de l'Asie centrale a évolué ces dernières années. Par exemple, la Chine promeut maintenant la mise en place de coopération pour protéger les infrastructures de transports de pétrole et de gaz dans ces pays. Ce genre de discours n'existait pas pendant les années 90, ni même entre 2000 et 2010 ou du moins très peu. Mais, ces dernières années, ils ont développé un discours à tendance sécuritaire vis-à-vis des pays d'Asie centrale. Au-delà, une base chinoise a été installée en toute discrétion au Tadjikistan... Cela étant, il est logique de vouloir augmenter la coopération sécuritaire au fur et à mesure que vos intérêts, vos investissements et vos ressortissants sont présents dans un pays tiers. Ces éléments poussent aussi l'état chinois au veiller au fait que ses intérêts seront pris en considération par les régimes en place, ce qui est également une forme d'ingérence. Ils cherchent à se doter de moyen d'agir si quelque chose ne leur plaît pas, et ce, notamment dans les pays africains les plus faibles.

Cette dynamique n'est pas uniquement propre à l'Afrique, même ici en Europe occidentale, on constate une médiatisation des opinions chinoises qui n'avait pas lieu

auparavant. Les Chinois sont aussi la source d'un important lobbying auprès des institutions européennes. Ils essayent également d'amadouer certains dirigeants politiques européens, de trouver des relais... Tous ces éléments relèvent aussi d'une forme d'ingérence. Cette influence peut même s'exercer de manière plus nette ; c'est le cas par exemple, sur la question du Tibet ou du Xinjiang ou des droits de l'homme où la Chine peut se montrer menaçante même vis-à-vis d'un État... Ce sont des formes d'ingérence très claires.

Je pense que la Chine développe une politique de grande puissance. C'est un état comme un autre qui a ses intérêts et qui donc développe des stratégies pour les protéger. La Chine use ainsi de la coercition économique ; elle a récemment obtenu divers succès diplomatiques en utilisant son économie comme arme. On peut citer l'exemple des Philippines ou de la Norvège. Pékin a fermé son marché aux exportations de saumon norvégien pour punir Oslo du prix Nobel à Liu Xiaobo...

DEALAN RIGA : Pensez-vous que le mode de fonctionnement bilatéral en matière de négociation des Chinois dans le cadre de la BRI est une menace pour les organismes multilatéraux existants tels que l'ASEAN ou la SARCC ?

THIERRY KELLNER : Il n'y a pas de réponse toute faite pour cette question, car elle traite d'une problématique compliquée. Il est vrai qu'OBOR est un projet qui de toute façon tourne autour de la Chine et qui se met en place de manière presque unilatérale. Certes, il a des discussions avec certains partenaires, mais il n'y a pas d'organisation internationale multilatérale pour englober le tout. Il est possible que les accords faits avec la Chine viennent déstructurer les discussions qui ont lieu au niveau régional. Dans ce cas en effet, OBOR pourrait porter atteinte au régionalisme tel qu'on le connaît.

Après, il faut prendre en considération la manière dont les institutions multilatérales que vous citez fonctionnent. Je ne pense pas que l'on puisse dire que la SARCC est une institution qui fonctionne bien. Dans ce cas précis, la Chine va peut-être donner le coup de grâce, mais ces structures souffrent déjà de mésententes dans leur fonctionnement de base. OBOR peut également mettre à mal le projet « ECO » qui est une organisation de coopération économique liant le Pakistan, l'Iran et la Turquie avec l'Afghanistan et les RAC. Mais une fois de plus, cette menace est liée aux difficultés internes que rencontre déjà l'institution avant la mise en place d'OBOR. À l'inverse, si l'on analyse la situation de l'ASEAN, le contexte est plus complexe. De fait, l'ASEAN existe depuis plus longtemps ; cette institution est source de discussion entre ces membres ouvrant la porte à des

dynamiques d'accords importants. Attention, cet organe régional souffre aussi de diverses faiblesses liées aux différences de perception de ces états membres. On peut identifier certains « moutons noirs », et même certains « chevaux de Troie » tels que le Cambodge ou le Laos. Cependant, ces états n'ont aucun intérêt à se fâcher avec leur voisin de l'ASEAN ce qui donne du pouvoir à cette organisation ; on constate d'ailleurs que l'organisation régionale a déjà permis à plusieurs reprises de contrebalancer l'influence de Pékin. Donc les risques de dislocation encourus à cause du projet OBOR dépendent vraiment de quelle institution on parle.

Je pense que la SARCC et l'ECO sont potentiellement plus menacées que l'ASEAN qui est plus solide et dispose de meilleurs moyens pour lutter contre la désunion que pourrait causer OBOR. C'est d'ailleurs dans cette logique que la Chine développe une politique de « divide et impera » qui va à l'encontre de ces projets régionaux. Car les projets régionaux sont la base d'une certaine solidarité qui tourne autour de la région concernée. Si la Chine vient proposer un projet qui tourne autour d'elle à l'ASEAN, elle ne va pas séduire, c'est pourquoi elle traite bilatéralement avec les États qui pourraient être potentiellement intéressés par le « pôle chinois » ; ce qui dans les faits pourrait entraîner une déstructuration de l'ordre régional en place en déplaçant les intérêts des états partenaires de la région vers la Chine. Gardons en tête que les dirigeants de ces pays sont sensés. Ils savent que la relation bilatérale avec la Chine est asymétrique, ils ont donc tout intérêt à préserver l'ASEAN pour faire contrepoids. Par exemple, l'Indonésie au sein de l'ASEAN prend depuis un certain temps des initiatives pour bien montrer que l'organisation est un acteur incontournable. C'est-à-dire un contrepoids à n'importe quelle grande puissance qui viendrait développer une influence trop importante et donc menaçante pour la région. Surtout que pour les États membres de l'ASEAN la Chine est à la fois un marché lucratif, mais aussi un concurrent économique.

DEALAN RIGA : L'une des raisons de la formation de l'ASEAN en Asie du Sud-Est était la peur de la contamination communiste qui touchait notamment le Vietnam, la Chine et le Cambodge. Pensez-vous que le caractère communiste de la Chine est un frein pour leurs relations économiques ?

THIERRY KELLNER : L'ASEAN a été mise en place par rapport à la Chine, mais aussi par rapport à l'Indonésie qu'il convenait d'intégrer à l'ordre régional pour rompre avec la politique agressive envers son voisinage (Malaisie, Singapour) qu'elle menait. L'ASEAN se conçoit dans la même logique que l'Union européenne, pacifier les relations entre les États membres était la première priorité. En Europe, il fallait intégrer l'Allemagne, en Asie du

Sud-Est, l'Indonésie. Mais vous avez raison de souligner que la mise en place de l'ASEAN est aussi poussée par la guerre froide et la politique étrangère chinoise de l'époque. L'ASEAN est également pensée comme une manière de limiter les ingérences de l'URSS et des USA. Il est vrai que l'Asie du Sud-Est était davantage pro américaine, mais s'unir permettait la mise en place d'une certaine solidarité et donc la lutte contre tout type d'ingérence venant de n'importe quelle puissance extérieure à la région.

Il est donc important de souligner que de nombreux éléments distincts ont poussé à la formation de l'ASEAN, dès lors cette organisation répond à de nombreux objectifs. Aujourd'hui, la perception d'un danger pour la région vient de la montée en puissance de la Chine et de ses ambitions sinocentrées, favorisant sa centralité et sa suprématie. Beaucoup d'éléments inquiètent les voisins de la Chine. On peut citer sa politique militaire qui se caractérise par des hausses importantes du budget, mais aussi ses revendications ambitieuses en mer de Chine du Sud. Cette politique plus « assertive » en mer de Chine du Sud inquiète les États de la région jusqu'à l'Indonésie. De plus, comme mentionné auparavant, le projet OBOR, s'il crée des synergies autour de la Chine, peut déstructurer l'ordre régional établi. Il faut tout de même signaler que le projet OBOR pourrait potentiellement avoir des effets positifs pour l'ASEAN si des négociations correctes et multilatérales étaient menées. Les États d'Asie du Sud-Est pourraient ainsi utiliser la stratégie chinoise pour se renforcer ; pour ce faire, ils doivent proposer des alternatives ou tirer les projets à leurs avantages.

DEALAN RIGA : Vous avez mentionné à diverses reprises l'utilisation du « soft power » par la Chine. Pensez-vous que le comportement de la Chine vis-à-vis de la décision juridique obtenue par les Philippines relatives au conflit en mer de Chine peut être considéré comme une utilisation de « High Power » ?

THIERRY KELLNER : Il y a plusieurs éléments, premièrement, il faut souligner la manière dont la Chine a rejeté cet arbitrage. Elle aurait pu chercher à l'invalider sur une base juridique, en rejetant l'argumentaire du tribunal et en proposant des contre-arguments. Au lieu de cela, elle a appliqué ce que l'on appelle la politique des « quatre non ». Sa réponse a été celle d'une puissance qui ne se sentirait pas liée par le droit international existant. Deuxièmement, ce comportement n'est guère rassurant pour le voisinage. Il peut même avoir un effet contre-productif pour les intérêts chinois en poussant ses partenaires effrayés dans les bras de Washington. La réalité, aujourd'hui, est l'application d'une politique de « fait accompli sur le terrain » en mer de Chine du Sud. Ceci démontre que la Chine n'en fait qu'à sa tête et prend le risque d'inquiéter, plutôt que de rassurer son

voisinage. Peut-être que le but recherché est de pousser ses voisins à s'aligner sur ses positions par crainte des conséquences ou pour le profit (les pousser à adopter une politique de *bandwagoning* ou de suivisme dans le jargon internationaliste). Mais je ne suis pas sûr que cela marche.

Au contraire, la réaction de partenaires effrayés pourrait dans le scénario le plus pessimiste consister en la formation d'une coalition militaire tournée vers la Chine (politique de *balancing*). L'histoire européenne connaît de nombreux exemples de ce phénomène même si certains chercheurs –comme David Kang- pensent que cela ne serait pas le cas pour l'Asie (un point de vue qui se discute, je pense). On remarque en effet que certains États ont intensifié leur coopération avec les États-Unis. C'est le cas notamment du Vietnam, du Japon ou de l'Inde, ces deux derniers pays cherchant également à renforcer leur coopération militaire entre eux et avec d'autres pays de la région comme le Vietnam ou l'Australie. Il y a donc une série de faisceaux relationnels qui ne sont explicables qu'à travers le facteur chinois. Bien qu'il n'existe pas au stade actuel de véritable alliance face à Pékin, la possibilité que ce type de relation s'établisse ne peut être exclue, surtout en cas de politique encore plus « assertive » venant de Pékin.

Le cas des disputes en mer de Chine est très important, car la Chine a rejeté un arbitrage fondé sur la « Convention sur le Droit de la Mer » qu'elle a ratifiée, convention qui est elle-même codificatrice de coutume (deux sources donc du droit international). Le mode de règlement qui est rejeté, Pékin l'a pourtant accepté dans son principe tout comme l'ensemble de ses partenaires. Les Chinois rejettent un mode de règlement universel en utilisant un argument à la fois culturaliste et « exceptionaliste ». Il est clair que cette décision est extrêmement néfaste pour l'image de puissance de statu quo à laquelle la Chine prétend. Ce genre de comportement la classe plutôt dans la catégorie des puissances révisionnistes. Personnellement, je pense que c'est une erreur, car elle pousse ses voisins à la méfiance voir à une stratégie de « balancing ».

DEALAN RIGA : Pour vous, l'Union Économique eurasiatique aura-t-elle un rôle complémentaire avec OBOR ou au contraire, le leadership russe risque de freiner le projet économique Chinois ?

THIERRY KELLNER : Non, c'est un obstacle. L'UEEA est un projet qui a été créé autour de la Russie et qui vise à la replacer au centre de l'espace centre asiatique ; il est directement lié au fait que la Russie considère la région centre asiatique comme relevant de sa sphère d'influence. Si l'on regarde à l'Organisation de Coopération de Shanghai, les différences

sino-russes sont plus nettes. La Chine, depuis que l'OCS a été mise en place, propose d'en faire une grande zone de libre-échange. C'est logique, son économie est cinq fois plus importante que celle des Russes, une zone de libre-échange largement à l'avantage de la Chine.

L'Union eurasiennne a déjà posé un grand nombre de problèmes ; par exemple le Kirghizistan, membre de l'UEEA, qui n'ose pas officialiser son commerce avec la Chine par peur de froisser son voisin russe. L'effet pervers de cette dynamique est qu'un énorme trafic de biens issus de la Chine s'est mis en place au Kirghizistan. On se retrouve avec un pays qui officiellement a peu d'activité économique avec la Chine, mais qui dans les faits à un énorme marché non déclaré. Ces produits, qui rentrent en fraude, sont à la base de diverses tensions au sein de l'Union Eurasiatique. Cependant, plusieurs discussions sont en cours pour lier l'UEEA à OBOR, peut-être qu'elles n'aboutiront pas, mais elles permettent de garder un climat positif. Il est très clair que les Russes sont méfiants vis-à-vis d'OBOR, et ce, malgré le discours chinois expliquant qu'OBOR n'est pas un moyen de détourner les routes commerciales eurasiatiques hors de la Russie.

La Russie pourrait peut-être essayer via l'UEEA, d'attirer les projets OBOR vers le territoire russe. Car les Russes craignent qu'OBOR devienne un projet économique qui contourne la Russie. De fait, les routes commerciales passant par des pays tels que l'Ouzbékistan sont des moyens plus courts de lier la Chine à l'Europe. Les Russes ont donc un réel intérêt à négocier, car si OBOR ne passe pas sur leur territoire, ça pourrait être synonyme de lourdes pertes économiques. Nous verrons si Poutine va essayer de trouver un lien entre OBOR et l'UEEA. Il est clair qu'il a intérêt à attirer les investissements et donc les infrastructures du côté russe. En bref, les liens entre l'UEEA et OBOR sont à observer avec attention pour les mois ou les années qui viennent.

DEALAN RIGA : En cas de succès de la BRI, pensez-vous que la Chine acquerra une position d'hégémonie d'ici 2050 ?

THIERRY KELLNER : En cas de succès de cette initiative, au vu de la démographie et du poids de l'économie chinoise, on pourrait assister à une transition de puissance d'ici 2050. Bien entendu, il faut voir si la Chine réussira à garder le cap, les défis étant très nombreux et complexes en interne, mais aussi à l'international. Une grosse question persiste à ce sujet : cette transition de puissance peut-elle se faire de manière pacifique ? Si l'on se fie à la recherche de Graham Allison sur ce qu'il nomme le « piège de Thucydide », on peut être inquiet... Le chercheur américain a répertorié douze guerres majeures lors des seize

dernières transitions puissances depuis l'an 1500. Cependant, l'argumentaire qu'il utilise ne fait pas l'unanimité, il existe de nombreuses critiques. Joseph Nye s'est notamment montré très critique en soulignant divers cas historiques où les transitions de puissance se sont faites de manière pacifique.

Je pense personnellement qu'une transition pacifique est possible, mais qu'elle nécessitera des efforts venant des deux parties. Or pour l'instant, le mode de fonctionnement chinois que ce soit vis-à-vis de sa politique interne ou internationale est loin d'être rassurant. Je pense qu'il faut rester prudent, car il y a énormément de facteurs indéterminés qui peuvent influencer le cours de l'histoire d'ici 2050. Il y a de cela trente ans, personne n'aurait prédit que la Chine jouerait un tel rôle dans les relations internationales modernes. De même, l'accession au pouvoir de Donald Trump était un élément imprévisible, tout comme le « Brexit ». Donc, clairement, il faut rester très prudent pour les scénarios de prospective.

La seule chose qui est sûre, c'est que les prévisions relatives à l'économie et à la population chinoise lui donnent les moyens de prétendre à ce titre pour 2050. Mais il faut être au clair avec le fait que de nombreuses incertitudes pèsent sur l'avenir et qu'on ne peut prédire comment sera le monde dans trente ans. Des variables telles que les enjeux environnementaux joueront sûrement un rôle crucial dans les futurs leaderships internationaux. D'autres acteurs pourraient aussi influencer l'avenir des relations internationales, tel que l'Inde, un pays avec un potentiel économique énorme pouvant gêner la Chine. Ces deux états d'Asie doivent trouver un moyen de perpétuer leur développement économique tout en amorçant une transition écologique, ce ne sera pas simple.

DEALAN RIGA : Vous avez cité les travaux de G. Allison, que pensez-vous du concept de « Thucydide Trap » ?

THIERRY KELLNER : D'abord une distinction conceptuelle, il existe d'un point de vue théorique deux pièges menaçant la République Populaire de Chine. Le premier est le « Kindleberger Trap » qui se résume en un risque de conflit, car personne n'occupe la place « d'hégémon » dans les relations internationales, ce qui ouvre la porte à l'effondrement et au chaos. L'autre est le « Thucydide Trap » et se résume en un risque de conflit si deux acteurs –une puissance établie et une puissance émergente- se disputent la place « d'hégémon ». Donc la Chine ne doit ni en faire trop peu, ni en faire trop... Notons que l'existence même de ce « piège de Thucydide » est en fait discutée. De nombreux

auteurs défendent l'existence d'une récurrence historique, mais nombreux sont ceux démontrant que le système international moderne ne répond pas aux mêmes logiques que celui des siècles ou des millénaires précédents.

Beaucoup d'auteurs ont aussi critiqué les conclusions de l'auteur grec en démontrant que Sparte et Athènes ont réussi à maintenir une forme d'équilibre sans entrer en conflit pendant une longue période. Selon cette analyse, ce ne sont pas les questions de leaderships qui ont causé la guerre, mais la formation d'alliance avec des petits États et une succession d'erreurs évitables. Pour revenir sur le concept moderne, il faut l'utiliser avec précaution au vu du foisonnement doctrinal qui s'y oppose. Joseph Nye par exemple, déconstruit complètement le concept en attirant l'attention sur l'actuelle complexité du système international incluant beaucoup plus de facteurs que la Grèce Antique.

De plus, le simple fait de l'existence du concept pousse les acteurs internationaux à y réfléchir et à adopter des politiques pour éviter le piège. Surtout qu'ici, on parle de deux puissances nucléaires, le conflit pourrait prendre une ampleur jamais vue. D'un autre côté, certains chercheurs avancent que la Première Guerre mondiale n'était voulue par personne et qu'il s'agit d'un des conflits les plus meurtriers de l'histoire, les décideurs politiques n'ont donc pas toujours les cartes en main ; on parle ici d'un scénario que je qualifierais de « tragédie de grande puissance ».

Il est très clair que les relations internationales vont changer dans les quinze, vingt, trente ans à venir. Il faut être très attentif à tout un tas d'éléments pouvant donner lieu à des accidents aux conséquences inattendues, mais aussi aux éléments dus au hasard ainsi qu'aux décideurs politiques. Quand vous voyez la politique menée par D. Trump qui privilégie ses problèmes d'ego à la stabilité internationale, ça fait réfléchir. Il use des effets d'annonce, comme il l'a fait pour le sommet avec Kim Jong-Un, puis se rend compte de certaines difficultés et on risque de n'obtenir aucun résultat. En conclusion, je dirais qu'il faut rester prudent avec la prospective et des concepts comme celui de « piège de Thucydide ».

Je reviens sur le « Kindleberger Trap » qui est également source de nombreux débats. Les relations internationales modernes souffrent de plusieurs dysfonctionnements et la politique américaine de retrait vis-à-vis de l'ordre international peut provoquer l'implosion du système. Si la Chine continue à jouer les « free riders », le système pourrait s'effondrer sur lui-même, nous plongeant dans une crise internationale semblable à celle qui a précédé la Seconde Guerre mondiale. Si la Chine ne s'investit pas davantage dans l'ordre de Bretton-Woods, elle contribuera à cette chute qui pourrait avoir des effets dévastateurs pour tout le monde. On pourrait se retrouver dans le scénario des années

trente défini par Kindleberger où l'Angleterre (puissance établie à l'époque) n'arrivait pas à maintenir le système endommagé par la crise ; alors que les États-Unis (puissance montante) adoptaient une position isolationniste. Selon l'auteur américain, cette dynamique a causé la Seconde Guerre mondiale. Il y a vraiment deux écueils qui menacent l'ordre international et la Chine a un rôle très compliqué à jouer pour sa sauvegarde.

DEALAN RIGA : En guise de conclusion, si vous deviez présenter BRI en une expression, ce serait : un projet multilatéral, un projet sino-centré ou un projet d'hégémonie ?

THIERRY KELLNER : Je pense que c'est la seconde proposition. C'est-à-dire que c'est pensé de manière à résoudre certaines difficultés –d'abord internes- chinoises et donc garder le parti à la tête du gouvernement. Cette priorité chinoise de perpétuer la domination PCC passe par la poursuite d'un développement économique suffisamment correct pour combler les aspirations de la population. C'est dans cette logique qu'il faut d'abord comprendre la BRI.

Ensuite, il y a une dimension internationale et géopolitique, le projet peut permettre d'asseoir la position centrale de la Chine au niveau asiatique en tout cas. Au niveau global, on verra, d'autres facteurs doivent être pris en compte. Mais je crois que la Chine cherche à adopter une position « d'hégémon » régional même si comme je vous l'ai expliqué les projets domestiques priment.

Il ne s'agit pas d'un projet multilatéral. La BRI est par définition une proposition unilatérale de la Chine. Elle ne cherche ni à transformer les institutions existantes ni à discuter réellement avec ses partenaires dans le cadre de forum institutionnalisé.

Pour conclure, la BRI est le prolongement d'un projet domestique ayant vocation au développement économique du pays et donc à assurer la position de pouvoir du PCC. Il y a aussi un volet international, car la BRI permet de renforcer la position et le statut de la Chine et de diffuser une image que l'on veut positive. C'est ma vision du projet tel qu'il est pour le moment. ■

ASIA FOCUS #121

LES NOUVELLES ROUTES DE LA SOIE : PROJET SINO-CENTRÉ OU PROJET D'HÉGÉMONIE ?

Entretien avec Thierry KELLNER / ENSEIGNANT À L'UNIVERSITÉ LIBRE DE BRUXELLES (ULB), CHERCHEUR À EAST (ULB) ET AU REPI (ULB), CHERCHEUR ASSOCIÉ AU GRIP

Réalisé par Dealan RIGA / CHERCHEUR, UNIVERSITÉ DE LIÈGE

SEPTEMBRE 2019

ASIA FOCUS

Collection sous la direction de Barthélémy COURMONT, directeur de recherche à l'IRIS, maître de conférence à l'Université catholique de Lille, et Emmanuel LINCOT, Professeur à l'Institut catholique de Paris – UR « Religion, culture et société » (EA 7403) et sinologue.

courmont@iris-france.org – emmanuel.lincot@gmail.com

PROGRAMME ASIE

Sous la direction de Barthélémy COURMONT, directeur de recherche à l'IRIS, maître de conférence à l'Université catholique de Lille

courmont@iris-france.org

© IRIS

Tous droits réservés

INSTITUT DE RELATIONS INTERNATIONALES ET STRATÉGIQUES

2 bis rue Mercoeur

75011 PARIS / France

T. + 33 (0) 1 53 27 60 60

contact@iris-france.org

@InstitutIRIS

www.iris-france.org